

Le monde qui vient (3/4)

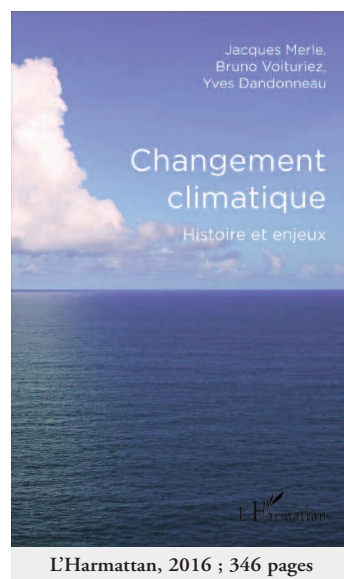
Parmi les annuaires stratégiques 2017, atlas et synthèses géopolitiques

Eugène Berg | Diplomate et écrivain ; a été en poste au Mexique, en Allemagne, en Afrique et dans le Pacifique. Il enseigne les Relations internationales. Dernier livre paru *La Russie pour les Nuls* (Éditions First, 2016 ; 495 pages).

Le monde en question

Dans sa 3^e partie, le rapport *Ramses* passe en revue une série de questions qui ont été sur le devant de la scène internationale, dont l'actualité n'a guère disparu ; bon nombre de ces questions sont également passées en revue par *L'année stratégique* et *L'état du monde*. La grande question des migrations fait l'objet d'un examen assez complet (« L'asile en Europe : un avenir incertain », « Les migrations face au défi identitaire en Europe », « La crise des réfugiés en Allemagne, une deuxième chute du mur ? »). Mentionnons ici une récente étude du *Global Institute* de McKinsey indiquant que les 247 millions de personnes et leurs familles exerçant un métier, soit 3,4 % de la population mondiale, contribuent à hauteur de 9,4 % du PIB mondial – 6 700 milliards de \$, l'équivalent du PIB du Japon et de la France réunis. Les envois aux familles, les rémittences, 580 mds de \$ en 2014, sont bien supérieurs aux flux de l'aide publique au développement.

Les questions climatiques et énergétiques, au lendemain de l'Accord de Paris sur le dérèglement climatique du 12 décembre 2015, sont abondamment traitées dans les divers annuaires. Chacun estime que l'objectif d'une hausse des températures de 1,5 °C est d'ores et déjà hors d'atteinte : de fait l'année 2016 aura été la plus chaude jamais enregistrée et la hausse des températures enregistrée depuis 1750 a atteint déjà 1,2 °C. Parmi les nombreux livres traitant de cette question, la plupart publiés avant la Cop 21 de Paris (30 novembre–12 décembre 2015), signalons le *Changement climatique, Histoire et enjeux* de Jacques Merle, Bruno Voituriez et Yves Dandonneau. Son grand mérite est de mettre à la





disposition d'un lectorat non spécialiste, mais doté d'un minimum de bagage scientifique, les bases de la discipline scientifique climatique en en décrivant les pionniers en premier lieu Joseph Fourier (1768-1830) qui, dès 1824, écrivait que « la transparence des eaux et celle de l'air paraissent concourir à augmenter le degré de chaleur acquise... ». Tous les éléments constituant le système climatique sont passés en revue : le soleil (99,99 % de toute l'énergie apportée à notre environnement, l'énergie géothermique, issue des réactions nucléaires des profondeurs du manteau terrestre en fournissant le solde), l'atmosphère, qui comprend la troposphère et la stratosphère, l'océan (70 % de la surface de la Terre, qui stocke 97 % de l'eau contenue sur la surface de la Terre) qui stocke 50 % de l'énergie arrivant du sommet de l'atmosphère. Moins connue est la cryosphère, ensemble des surfaces englacées, qui couvre 14 % de la surface de la Terre, on sait que les calottes glaciaires sont les archives du climat. Lithosphère et biosphère complètent ces éléments dont les interactions ont fait l'objet d'études de plus en plus pointues depuis *L'année géophysique internationale* (1957-1958) qui a joué un rôle pionnier.

Ainsi la climatologie « stable » des années 1950-1960 – celles des services météorologiques, des géographes – est peu à peu devenue dynamique et surtout prospective, d'où cette distinction sous forme de boutade : le météorologue prévoit le temps de demain, le climatologue, le climat de la fin du siècle. On suivra avec intérêt la manière dont a été constitué le puzzle du climat par le rapprochement entre météorologues et océanographes. La teneur en gaz carbonique de l'atmosphère a commencé à être mesurée avec précision, ce qui a conduit à partir de 1979 à l'hypothèse d'un changement climatique d'origine humaine. En fait, ce qui a donné à cette science naissante du climat sa crédibilité c'est, à la fois les observations par satellites et surtout, les capacités de modélisations rendues possibles par des ordinateurs de plus en plus puissants. On est passé très vite de la science à la politique avec la création du GIEC en 1988, qui avait été précédé par la Conférence de Stockholm sur l'environnement. Toute cette histoire de l'action mondiale en matière climatique est fort bien décrite par les auteurs, qui retracent le chemin effectué par les Cop, le Protocole de Kyoto (1997) jusqu'à l'Accord « historique » de Paris du 12 décembre 2015.

Bien des choses dépendront de la nouvelle diplomatie énergétique de la Chine dont personne ne pensait il y a dix ans qu'elle deviendrait le *leader* mondial des investissements dans les énergies renouvelables dont le montant atteint 286 milliards de \$ en 2015. Doté de 13 % des réserves de charbon du monde, 4^e producteur de pétrole du monde, disposant d'un réel potentiel gazier dans le domaine des renouvelables, le pays est devenu importateur net de pétrole dès 1996 et ne subvient plus à ses besoins en charbon depuis 2009. D'ici 2040 sa consommation devrait augmenter d'un tiers. Bien des inconnues persistent dans le domaine du marché pétrolier, certains experts prévoient que le marché viendra à manquer d'ici 2020 de 4 à 5 millions de b/j, alors que d'autres pensent que, du fait de la

transition énergétique, ce n'est plus à un pic de l'offre que l'on devrait s'attendre, mais à un pic de la demande.

Les grands pays du Brics sont passés en revue, surtout la Russie qui, face à une nouvelle « question d'Orient », déploie une stratégie nationale bien comprise. On peut discuter de certains jugements formulés comme celui-ci ; la Russie de Vladimir Poutine n'a pas de projet, ni de modèle politique pour le Moyen-Orient. Elle y poursuit une politique guidée par ses seuls intérêts et n'a pas d'alliés permanents dans la région : les alignements de Moscou servent avant tout ses intérêts régionaux et, en toile de fond, ses objectifs internationaux. Alain Gresh précise que le coût de l'opération militaire syrienne de la Russie reste relativement limité – environ 3 milliards de dollars prévus pour l'année 2016 sur un budget militaire de 44 mds. La Russie a aussi pu installer une base militaire moderne à Lattaquié, sa première base permanente dans la région depuis la fin de son alliance avec l'Égypte. Pourtant Moscou connaît aussi les limites de son intervention.

De son côté, dans son article fort articulé, Andreï Gratchev, le conseiller de presse de Mikhaïl Gorbatchev, ne cache pas une dose de s à l'égard de la ligne extérieure poursuivie par Moscou « Se considérant en état de guerre politique avec le monde occidental, le régime poutinien n'hésite pas à chercher le soutien des différents courants politiques et régimes prêts à contester l'ordre international actuel. Il s'agit d'une coalition hétéroclite composée de nationalistes et souverainistes de tous bords et de dirigeants de régimes autoritaires qui trouvent dans la Russie actuelle, non seulement un allié de circonstance, mais un modèle à imiter ». Le « projet conservateur » de Vladimir Poutine séduit l'extrême-droite européenne et des courants anti-occidentaux dans d'autres régions du monde.

Les mécanismes de coopération avec l'Occident sont grippés. Les sommets Russie-UE ne sont plus organisés – le dernier remonte à janvier 2014 – et Poutine a refusé de participer au sommet nucléaire de Washington fin mars-début avril. À la première réunion du Conseil Otan-Russie depuis deux ans (avril 2016), les parties ne sont arrivées à aucun compromis. Aucune consultation substantielle ne semble possible avant le sommet de l'Otan à Varsovie. Le 31 décembre 2015, Poutine a avalisé une « nouvelle stratégie de sécurité » : « le renforcement de la Russie et l'autonomie de sa politique extérieure rencontrent l'opposition des États-Unis et de leurs alliés qui tentent de maintenir leur domination sur les affaires mondiales ». Dans cette logique, contraindre l'action occidentale (y compris au plan militaire), chercher à mettre à l'épreuve les solidarités adverses (dans l'Otan, entre les membres fondateurs et les nouveaux membres de l'UE, entre élites et opinions européennes, etc.), créer ou renforcer les organisations dont l'Occident est absent (Brics, Organisation de coopération de Shanghai) est de bonne guerre.

Parmi les pays appelés à jouer un rôle croissant dans les années à venir figure incontestablement l'Inde, non seulement par ce qu'elle est appelée à ravir à la Chine la place de première puissance démographique mondiale, mais surtout parce



que son positionnement géostratégique, placée qu'elle est au centre méridional de l'Eurasie et ses amitiés éclectiques font qu'elle sera de plus en plus courtisée par les, autres puissances. Si affrontement – au moins commercial, ainsi qu'en mer de Chine méridionale – il devait y avoir entre Washington et Beijing, chacun des acteurs fera en sorte que l'Inde soit la plus amicale possible. Certes Narendra Modi n'a pas été en mesure d'opérer une véritable modernisation tant de l'administration que de l'économie indienne, celle-ci a pourtant atteint un taux de croissance de 7,6 % durant l'année 2015-2016. Avec 44 milliards de \$ d'investissements directs étrangers en 2015 (35 mds en 2014), l'Inde est devenue l'un des 10 pays les plus attractifs du monde. Les défis à relever sont immenses : au premier rang créer du travail pour les 10 à 12 millions de jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi chaque année, alors que là où il avait promis d'allouer 6 % du PIB à l'Éducation, le gouvernement n'en a alloué que 4 %.

L'Atlas de l'Inde, une nouvelle puissance mondiale, d'Isabelle Saint-Mézard, complète ces indications : chaque année, l'Inde compte 18 millions de personnes de plus, ce qui représente le quart de l'accroissement démographique mondial. Parmi les défis notons celui de l'énergie, devenue une préoccupation centrale car le pays est doté de faibles ressources. Son mix énergétique (44 % de charbon, 23 % de pétrole, 6 % de gaz, 1 % de nucléaire et 2 % de renouvelables) laisse une part très grande à la biomasse (24 %) avec tous ses effets néfastes. L'Inde souffre d'un déficit commercial régulier (2,1 % du PIB) mais, en contrepartie, elle bénéficie d'une diaspora importante, le seconde dans le monde, après la chinoise, avec plus de 28 millions de personnes. Pour le lecteur de la revue, c'est la dernière partie de l'atlas « Les grands défis stratégiques » qui est la plus suggestive avec sa carte des 3 cercles, celui du voisinage immédiat (Afghanistan, Pakistan, Népal, Bhoutan, Bangladesh, Sri Lanka, Myanmar Thaïlande et Singapour) avec une extension vers les îles à peuplement indien que sont les Maldives, les Seychelles et Maurice. Le deuxième cercle est celui du voisinage élargi (qui comprend la Russie, la Chine, le Japon, l'Indonésie, l'Australie). Le troisième cercle étant celui de l'espace mondial.



Deux conflits ou affrontements opposent Inde et Pakistan, au sujet du Cachemire (on a évoqué auparavant le glacier de Siachem) et la frontière sino indienne. Dans le secteur ouest, l'Inde revendique le plateau de l'Aksai Chin (38 000 km²), elle réclame aussi la vallée de Shaksgam (5 000 km²) cédée par le Pakistan à la Chine. Dans le secteur est, c'est la Chine qui revendique l'essentiel de

l'Arunachal Pradesh (90 000 km²). En dépit de sa stratégie traditionnellement continentale, l'Inde développe, depuis les années 1990, une marine océanique visant à lui assurer la maîtrise de l'océan Indien, avec la volonté de se doter notamment de trois groupes aéronavals d'ici 2020. Ne dispose-t-elle pas de 7 500 km de côtes et d'une ZEE de 2,3 millions de km² ? Significative est la liste des partenaires stratégiques de l'Inde : la France qui a ouvert la voie en signant le premier accord de ce type en 1998, suivie de la Russie (2000), de l'Allemagne (2001), du Royaume-Uni et des États-Unis (2004), de la Chine (2005), du Japon (2006), des EAU et de Singapour (2015), Israël étant un important fournisseur d'armes sophistiquées.

L'océan Indien est souvent présenté comme un carrefour stratégique au cœur de la mondialisation. Il n'est qu'à consulter un des atlas susmentionnés pour s'en convaincre. Longtemps appelé « océan Oriental » ou « mer des Indes », il s'étend sur une surface de 75 000 000 km². Il est limité au nord par l'Inde, le Pakistan et l'Iran, à l'est par la Birmanie, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie (îles de Sumatra, Java, Bali, Sumbawa et Sumba) et l'Australie, au sud par l'océan Austral et à l'ouest par l'Afrique et la péninsule Arabique. Soula Said-Souffou aborde l'ensemble des questions géopolitiques de cet espace dans son ouvrage qui va bien au-delà de son titre *Pétrole et différends territoriaux, un défi pour la France* (L'Harmattan CEDS, Diplomatie et Stratégie, 2016 ; 246 pages). Rappelons que la zone océan Indien dans son ensemble concentre quatre des points de passage maritime les plus importants du monde (le canal de Suez, le détroit de Bab-el-Mandeb, le détroit d'Ormuz et le détroit de Malacca). Les marins d'autrefois ont donné à la France de nombreux territoires dans l'océan Indien. Les principaux sont : les archipels de Mayotte (département de la République depuis un référendum de 2011) et les îles Éparses dans le canal du Mozambique, les îles de Tromelin et de la Réunion à l'est de Madagascar, l'ensemble des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) formé par les archipels de Crozet, Saint-Paul et Amsterdam, Kerguelen et par la terre Adélie. Ainsi dans cette région, la présence territoriale française est concentrée dans la région Sud-Ouest de l'océan Indien. L'insularité qui caractérise les possessions françaises de l'océan Indien confère à la France une zone économique exclusive dans la région de 2,7 millions de km², soit environ un quart du domaine maritime français et neuf fois la zone métropolitaine. Ce domaine est loin d'être monolithique. En effet, la présence française peut se scinder en « deux sous-ensembles





géographiques différenciés » : une partie Nord qui est en regard de l'Afrique et de Madagascar, une partie sud qui est baignée de sa proximité avec l'Antarctique. Qui plus est, cette région possède des dimensions relativement importantes puisqu'elle s'étend d'un axe nord-sud de 3 000 km et s'étire en largeur sur 2 000 km. C'est presque l'ampleur du territoire des États-Unis en Amérique du Nord, hors Alaska. On oublie souvent que la France y est aujourd'hui, le seul État européen, riverain de nombreux autres États africains, arabes, asiatiques dans l'océan Indien. La France partage, on l'a vu, des frontières maritimes avec l'Union des Comores, Madagascar ou encore l'île Maurice. C'est à la fois une chance et une immense responsabilité politique, économique et diplomatique. Le Sud-Ouest de l'océan Indien est une zone à la fois homogène géographiquement et hétérogène, politiquement et économiquement. La France est très investie sur ce dossier représentant plus de la moitié de la superficie du canal du Mozambique. Et plusieurs études ont évalué ses réserves entre 6 à 12 milliards de barils de pétrole et de 3 à 5 mds de m³ de gaz. Dans de telles conditions, « l'intérêt pour la France est de savoir s'il existe des gisements entre 1 500 et 2 000 m de profondeur qui pourraient donner lieu à une exploitation » Les événements stratégiques les plus importants du XXI^e siècle pourraient bien se passer dans « l'océan Indien qui, par le passé, était un vide sécuritaire mais qui fait aujourd'hui partie de l'imaginaire géopolitique étasunien relatif à sa future rivalité stratégique avec la Chine ». L'enjeu est de taille les eaux territoriales françaises, autour des îles Kerguelen.

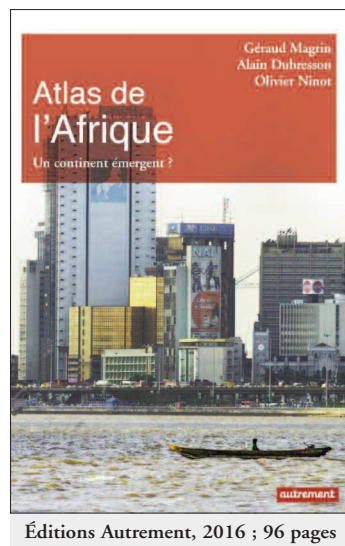
Le débat politique en Afrique continue de porter sur les « troisièmes mandats » comme l'illustre le cas de la RDC où le président Kabila, bien que son mandat ait expiré le 19 décembre 2016, se soit maintenu au pouvoir en s'appuyant sur l'argument qu'il fallait d'abord procéder à l'enregistrement complet de la population, établir des listes électorales fiables avant de procéder à une nouvelle élection présidentielle. Pierre Jacquemot dresse un panorama électoral du continent et met l'accent sur la protection sociale des jeunes. Le continent est marqué par la pluralité de ses régimes politiques. Les régimes politiques sont très variés : royaume (Swaziland), dictature militaire marxiste (Érythrée), république islamiste (Mauritanie, Gambie), ancien régime de parti unique recyclé en régime au parti hégémonique (Angola, Éthiopie), démocratie n'ayant jamais connu d'alternance politique (Cameroun, Gabon), démocratie avec alternance (Bénin, Sénégal, Ghana), régimes autoritaires avec élections et partis d'opposition (Togo, Ouganda, Zimbabwe), États faillis avec un président élu par une petite part de la population (République centrafricaine).

Autre phénomène observé : l'inflation des législations antiterroristes. Après l'Ouganda et la Tanzanie qui ont adopté des législations antiterroristes au début du siècle après plusieurs attaques, la mode des lois antiterroristes a atteint le reste de l'Afrique. Face à l'expansion du péril djihadiste de la Somalie à la Mauritanie, ces législations se multiplient. Ces dernières années, le Nigeria, le Cameroun, le Tchad, le Kenya et la Côte d'Ivoire ont tous adopté des lois antiterroristes

criminalisant le terrorisme et l'apologie du terrorisme, et durcissant l'arsenal policier et judiciaire contre les terroristes. Jusque-là rien d'exceptionnel, les Nations unies recommandant aux États de légiférer sur cette question. Mais dans les sociétés civiles et les oppositions, l'usage que des régimes autoritaires peuvent faire de ces nouveaux instruments juridiques ne laisse pas d'inquiéter. Dans ces pays, beaucoup voient la lutte antiterroriste comme un nouveau prétexte pour réduire les libertés civiles et politiques, qui, loin d'être des acquis, demeurent des combats quotidiens.

Touchées par la forte chute des prix du pétrole, les grandes nations pétrolières africaines ont fait face de manière différente. Alors que le Nigeria (la vente des hydrocarbures représente 90 % des exportations) se diversifie et favorise le *made in* Nigeria, en Algérie (96 % des exportations) persiste un blocage politique préoccupant et en Angola, deuxième producteur africain, l'économie est en chute libre. Pour l'ensemble de l'Afrique, le taux de croissance qui s'était maintenu à 5 % par an durant plus d'une décennie est tombé à 3,5 % en 2015 et devrait se maintenir à ce niveau en 2016.

L'Atlas de l'Afrique, un continent émergent de Géraud Magrin, Alain Dubresson et Olivier Ninot dresse un tableau général de l'Afrique dont la superficie est de 30,3 millions de km² et la population de 1,18 milliard d'habitants (15 % des 7,3 mds d'humains), les prévisions pour 2050 fixant ces chiffres à 2,45 mds (24 % de 9,7 mds). Si l'émigration africaine en dehors du continent est importante et appelée à croître, les migrations internes sont également importantes puisqu'elles représentent 15,3 millions d'Africains. 32,3 millions d'Africains ont émigré en dehors de l'Afrique, ce qui représente 13 % des migrants du monde. Et les transferts d'argent représentent une proportion non négligeable des PIB de leur pays d'origine : 22,2 % pour le Lesotho, 10,5 % pour le Sénégal, 10 % pour le Cap-Vert, 6,3 % pour l'Égypte et 6,1 % le Maroc. D'où des pressions démographiques en des zones particulières comme le lac Tchad. Les auteurs examinent une gamme fort complète de questions, stress hydrique qui touche de 75 à 250 millions de personnes, désertification et déforestation, infrastructures, impératif énergétique, industrialisation... À la charnière des deux Afrique, le Sahara, fait figure de zone convoitée et mondialisée. Peuplé de 12 millions d'habitants, il regroupe 5 % des habitants des 10 pays qui le morcellent mais occupe 64 % de leur surface. Désenclavé depuis 1960, il est devenu depuis les années 2000, une des zones d'insécurité majeure dans le monde, le cas du Mali et de la Libye illustrant ce phénomène d'implosion des pays sahariens. L'Afrique occupe d'ailleurs une





place centrale dans les marchés criminels globaux, étant devenu le hub mondial des narcotrafics, ainsi qu'une zone de cybercriminalité. Anciens et nouveaux partenaires s'y disputent marchés, clientèles, appuis : l'Afrique ne représentant pas, à première vue, une priorité pour Donald Trump, la Chine y consolidera ses positions déjà solidement acquises.

Les questions économiques ne sont pas négligées par ces diverses synthèses annuelles. *L'année stratégique*, dans le sillage du discours de Christine Lagarde du 13 avril 2016, qui avait qualifiée la situation de « nouvelle médiocrité » et dénonçait le manque de coopération entre les États, se demande ce qui adviendra après la croissance. En clair, cela veut dire que depuis 2011, du fait du freinage chinois et de la panne des pays émergents (hors Inde), la machine économique mondiale tourne au ralenti à un rythme annuel de 3 % au lieu des 5-6 % des belles années précédentes ⁽¹⁾. En 2016, le PIB mondial aura progressé de 3,1 % et le FMI prévoit 3,4 % pour 2017 ; quant au commerce international, après la faible hausse de 2016 (2,3 %), 2017 verra une reprise avec 3,8 %.

Le monde n'en finit pas d'être confronté à une série de chocs dont le dernier en date est la baisse importante des prix du pétrole depuis la fin 2014, qui semble désormais endiguée suite aux accords de réduction de la production décidée par l'Opep fin novembre (- 1,2 million de b/j), effort auquel les non-Opep ajouteront une réduction de leur production de 588 000 b/j, dont, phénomène peu habituel, un engagement de la Russie à y contribuer à hauteur de 300 000 b/j. Les pays pétroliers, malgré leurs différends politiques (Arabie saoudite versus Iran), étaient acculés à l'action, leurs revenus pétroliers ayant, entre 2012 et 2016, été presque divisés par quatre, de plus de 1 200 milliards de \$ à près de 320 mds. Le cas saoudien dit l'ampleur du défi : malgré les 598 mds de dollars de réserves financières engrangés grâce au prix élevés du pétrole et des coûts de production parmi les plus faibles au monde, le royaume saoudien doit faire face à des contraintes structurelles qui menacent la viabilité de son économie sur le long terme.

Les analystes se sont abondamment penchés sur le cas des pays émergents dont les économies ont été analysées sous bien des angles. Il est pourtant une autre mutation qu'il convient de souligner, passée pratiquement inaperçue par la grande presse. Durant plus de soixante ans, nous avons vécu sous l'empire d'une représentation du monde qui divisait le monde en Est, Ouest, Nord, Sud, pays développés/pays en développement, Tiers-Monde... Si la division Est-Ouest a disparu avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, les autres catégories subsistaient encore dans les esprits et les rapports des institutions financières internationales. Or sur ce point, l'année 2016 aura vu une révolution sémantique. Dans l'édition 2016 de ses « indicateurs de développement, la Banque mondiale consacre la disparition de la catégorie des pays en développement, les pays étant

(1) 2 points de croissance en moins avec un PIB mondial de 78 000 milliards de \$, cela représente une diminution potentielle de croissance annuelle de 1 560 mds de \$ soit le PIB de l'Australie ou de la Corée du Sud.

désormais exclusivement regroupés par aire géographique. La principale raison invoquée pour expliquer ce changement de pied est que la spécificité des problématiques auxquelles seraient confrontées les économies dites en développement est désormais toute relative. Pour preuve, le fait que les 17 Objectifs du développement durable (ODD) tels que définis par les Nations unies et qui font suite depuis septembre 2015 aux 8 Objectifs de développement du millénaire (ODM) s'imposent à tous les pays, quels que soient leurs niveaux de revenu et de développement, même si 31 des 169 cibles fixées pour les atteindre concernent encore exclusivement les pays en développement. »

On assiste donc à *La nouvelle géographie du développement*, titre de l'ouvrage collectif rédigé sous la direction d'Arnaud Zacharie. Cette nouvelle géographie du développement résulte d'abord du basculement économique mondial intervenu depuis 2000, phénomène bien documenté mais dont il n'est pas inutile de rappeler : le commerce mondial en 2000, il n'en représente plus désormais qu'un peu plus du tiers, tandis que le commerce Sud-Sud est passé de 13 % à 29 % durant la même période. En outre, non seulement les pays en développement attirent désormais la moitié des Investissements directs étrangers (IDE) mondiaux (contre 20 % en 2000) mais les firmes transnationales du Sud deviennent également d'importances sources d'IDE : les IDE sortant du Sud représentaient 39 % du total mondial en 2013 contre 7 % en 2000. Les IDE Sud-Sud ont augmenté de deux tiers entre 2009 et 2013. En 2014, les firmes d'Asie émergente (Chine, Hong Kong, Singapour, Corée du Sud, Malaisie, Taïwan, Inde) ont représenté pour la première fois le premier groupe d'investisseurs étrangers dans le monde, représentant 35 % des IDE mondiaux. Illustration de l'importance croissante de l'économie Est-asiatique, la Chine et Hong Kong concentrent à eux seuls 42 % des IDE sortant du Sud, alors que l'Asie de l'Est attire 43 % des IDE destinés aux pays en développement.



Les principaux gagnants de la mondialisation sont, par conséquent, les pays émergents qui ont tiré profit du nouvel ordre industriel mondial et ont entamé un processus de convergence économique avec les pays du Nord. Depuis le début des années 2000, cette convergence a permis d'enregistrer une réduction des inégalités Nord-Sud pour la première fois depuis le XIX^e siècle : l'écart de revenu entre les quinze pays les plus riches et les plus pauvres de la planète a baissé de 62,3 à 55,8 pour 1 au cours de la première décennie du XXI^e siècle. Plus largement le PIB cumulé des BRICS a triplé entre 1990 et 2015 et quasiment rattrapé celui des pays



du G7 – qui ne représente plus que le tiers du total mondial contre environ 30 % pour les BRICS en parité de pouvoir d'achat.

Plus généralement, tous les principaux enjeux mondiaux du XXI^e siècle sont liés au développement : du changement climatique à la pauvreté et aux inégalités en passant par les migrations, les pandémies, la souveraineté alimentaire et le terrorisme global. Un monde en basculement est par définition instable et dangereux. Face aux tentations de replis identitaires et au risque de conflits que ce contexte engendre, une approche renouvelée de la coopération internationale est nécessaire, afin de promouvoir la stabilité du système international tout en prenant en compte l'hétérogénéité des contextes locaux et régionaux. La particularité de notre temps est que l'avenir semble pouvoir nous réserver le meilleur comme le pire : d'une part, l'éradication de l'extrême pauvreté, de la faim, des grandes pandémies, de l'analphabétisme ou des inégalités Nord-Sud sont des objectifs qui pourraient être atteints au XXI^e siècle ; d'autre part, la perspective de catastrophes climatiques et humanitaires, d'inégalités, de murs et de conflits croissants est tout aussi plausible. Une approche renouvelée de la coopération au développement a un rôle majeur à jouer dans la poursuite du premier scénario.